



Avrupa Ezilen Göçmenler Konfederasyonu
Konfederasyona Koçberên Bîndest ên Ewropayê
European Confederation of Oppressed Immigrants
Konföderation der unterdrückten Migranten in Europa
Confédération des Opprimés Immigrés en Europe
Confederatie van Onderdrukte Migranten in Europa

DOSSIER

Grève de la faim à durée indéterminée



Brisons l'isolement, anéantissons le fascisme !



AVEG-Kon

Confédération des Immigré.e.s Opprimé.e.s d'Europe

Avril 2019

Les personnes qui sont en grève de la faim à durée indéterminée :

Leyla Güven, depuis le 7 novembre 2018

Nasir Yagiz, depuis le 21 novembre 2018

À Strasbourg, 14 militant.e.s kurdes, depuis le 17 décembre 2018

Dans les prisons turques,

330 prisonnier.e.s, depuis le 16 décembre 2018

Plus de 5000 prisonnier.e.s politiques depuis le 1^{er} mars 2019

H. Özkan Özdemir, qui est en grève de la faim à durée indéterminée depuis le 1^{er} avril à Paris

La demande de Leyla Güven est justifiée !

La députée du Parti Démocratique des Peuples (HDP) de Hakkari, présidente du Congrès Démocratique de la Société (DTK), Leyla Güven, est en grève de la faim pour une durée indéterminée depuis le 7 novembre 2018. Ce jour-là, elle a déclaré lors de son audience qu'elle ne comparaitrait plus à l'avenir et qu'elle entamerait une grève de la faim à durée indéterminée dans le cadre de sa détention illégale à Diyarbakır (en kurde : Amed). Sa revendication s'adresse à l'Etat turc, mais est également un appel à toutes les forces démocratiques de la société civile ainsi qu'aux institutions européennes pour mettre fin à l'isolement total de M. Abdullah Öcalan.



Au 79^{ème} jour de sa grève de la faim, le tribunal de Diyarbakır a ordonné la libération de Leyla Güven. Celle-ci continue à poursuivre son action parce que sa demande n'a pas été satisfaite.

La grève de la faim à durée indéterminée, que Leyla Güven et des milliers d'autres personnes ont choisi d'entamer, a pour but d'exprimer leur volonté et de persuader les personnes à penser et à agir sans faire de mal à personne, sauf à elles-mêmes. La grève de la faim comme forme de protestation est un dernier recours contre l'injustice.

La grève de la faim s'est transformée en une vague : des milliers de prisonniers sont en grève de la faim.

Par son action, Leyla Güven a lancé un mouvement de protestation auquel des milliers de personnes ont adhéré jusqu'à présent. Dans les prisons turques, le 1^{er} mars, on comptait 330 prisonnier.e.s en grève de la faim à durée indéterminée.

A Strasbourg, 14 personnes, dont le coprésident du Congrès de la Société Démocratique Kurde en Europe (KCDK-E), M. Yüksel Koc, ont rejoint l'action le 17 décembre. Des militant.e.s politiques ont également entamé une grève de la faim à Toronto, au Pays de Galles, à Kassel, à Nuremberg, à Duisburg, à Genève et dans d'autres villes européennes. Ainsi, le militant du HDP, Nasır Yağız, a également entamé une grève de la faim dans la ville kurde de Hewlêr (Erbil) depuis le 21 novembre 2018. Dans de nombreuses autres villes, des grèves de la faim symboliques ont lieu.

Depuis le 1^{er} mars 2019, la grève de la faim à durée indéterminée s'est étendue à toutes les prisons parce que l'Etat turc n'a fait aucun pas.

Le nombre de prisonnier.e.s en grève de la faim est estimé à plus de 7000 personnes. Non seulement les prisonniers du mouvement de libération kurde, mais aussi d'autres organisations révolutionnaires de gauche, ainsi que des députés, des maires et des journalistes sont également en grève de la faim à durée indéterminée.

A Diyarbakır (Amed), dans les locaux du HDP, trois autres députés ont entamé une grève de la faim à durée indéterminée depuis début mars.



Les grévistes de la faim ont raison : l'isolement doit être levé !

Dans une lettre, Leyla Güven avait écrit : “Je fais la grève de la faim pour lever l'isolement que subit Öcalan et apporter la paix et la liberté au pays”.

Abdullah Öcalan, fondateur du PKK, est détenu en isolement sur l'île d'Imrali, prison pénitentiaire turque, depuis vingt ans. Ses avocats n'ont plus de nouvelles de lui depuis 2011. Depuis que le gouvernement turc a rompu les négociations de paix avec le PKK en 2015, Öcalan a été isolé du public. En janvier, son frère Mehmet Öcalan a pu lui rendre brièvement visite sur l'île de la prison d'Imrali pour la première fois en deux ans et demi.

Les grévistes de la faim ont alors déclaré que leur demande n'avait néanmoins pas été satisfaite. L'objectif de la grève de la faim est de lever l'isolement total et d'accorder des contacts réguliers avec Öcalan, qui est considéré comme une figure clé pour une solution de la question kurde.

L'isolement total de M. Öcalan est illégal et viole le droit national et international parce qu'il est sujet à un isolement aggravé. En tant que prisonnier politique, M. Öcalan a le même droit que tout autre prisonnier : le droit de visite et le droit de communiquer avec sa famille et ses avocats.

L'isolement total de M. Öcalan s'inscrit dans le cadre de la politique de répression de la dictature d'Erdogan contre les Kurdes et l'ensemble de l'opposition en Turquie. Cette exigence démocratique doit donc être considérée comme un élément de la lutte contre la dictature.

Mettons fin à l'isolement, anéantissons le fascisme !

Le fascisme turc essaie par tous les moyens d'abolir toutes les réalisations démocratiques. Depuis que le dictateur Erdogan s'est emparé du pouvoir, le Parlement est devenu une réelle farce.

Erdogan gouverne désormais le pays régulièrement par décret, même après la fin de l'état d'urgence. Les procureurs et les tribunaux agissent sous ses ordres.

Des travailleur.euse.s, des critiques, des scientifiques, des journalistes, des universitaires et des militant.e.s des droits de l'Homme ont été et continuent d'être emprisonné.e.s pour leur position contre le dictateur. Les médias indépendants ont été soit interdits, soit saisis par le gouvernement, de sorte que 95 % des médias sont sous le contrôle du dictateur Erdogan et font de la publicité mensongère et des manipulations pour lui.



Des milliers d'universitaires ont été licencié.e.s pour avoir signé un appel à la paix. Des centaines d'entre eux/elles ont été inculpé.e.s. Jusqu'à présent, 141 universitaires ont été condamné.e.s à des peines allant de 15 à 27 mois d'emprisonnement.

Le nombre de détenu.e.s en Turquie est déjà passé à plus de 260 000.

Comme lors des élections de 2015, la dernière campagne électorale s'est transformée en champ de bataille contre le parti d'opposition HDP, dont les coprésidents Figen Yüksekdag et Selahattin Demirtas sont en prison depuis le 4 novembre 2016.

L'isolement fait partie de la terreur de l'État contre l'opposition. L'isolement total de M. Öcalan est également une attaque contre le mouvement de libération kurde.

La lutte pour mettre fin à l'isolement doit être considérée comme un élément de la résistance globale contre le fascisme. La fin de l'isolement sera une étape importante dans la lutte antifasciste pour les libertés politiques.



Nous sommes inquiets pour la vie de Leyla Güven et des autres grévistes de la faim !

L'état de santé de Leyla Güven et de nombreux grévistes de la faim s'est considérablement détérioré. Ils sont sur le point de mourir.

Nous sommes préoccupés par le fait que cette lutte a coûté la vie à sept prisonnier.e.s et à Ugur Sakar d'Allemagne et craignons que, si le silence continue, d'autres vies soient en jeu.

L'État turc n'autorise même pas les parents et amis des défunt.e.s à assister aux funérailles et à leur dire au revoir. Les corps des défunt.e.s ont été enlevés par la police et enterrés la nuit sans la présence des familles et des proches.

Nous sommes inquiet.e.s pour la vie de Leyla Güven et des autres grévistes de la faim. Nous ne voulons pas que davantage de personnes perdent la vie. Pour sauver la vie de Leyla Güven et des autres grévistes de la faim, nous devons agir.

L'État turc continue son arbitraire !

L'État turc tente non seulement d'arrêter la vague de grèves de la faim par la terreur de l'État, mais il tente également d'empêcher la grève de la faim par la censure. Toute action démocratique concernant la grève de la faim est empêchée par l'Etat. Des milliers de personnes ont été arrêtées pour leur solidarité avec les grévistes de la faim.

Le bureau du HDP de Diyarbakir a été brutalement attaqué à plusieurs reprises par la police et les militant.e.s en grève de la faim qui y étaient ont été arrêté.e.s.

Sous le dictateur Erdogan, la Turquie a été transformée en une immense prison pour les membres de l'opposition, les journalistes et les universitaires. Parmi les milliers de prisonnier.e.s politiques figurent une douzaine d'ancien.ne.s député.e.s du parti d'opposition HDP, dont leurs ancien.ne.s président.e.s Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdag, l'ancien député du CHP Eren Erdem, 40 maires des municipalités kurdes et 159 journalistes.



Il s'agit de vies humaines, il faut agir !

Nous regrettons de constater que les médias et les gouvernements en Europe restent silencieux sur la revendication justifiée de Leyla Güven et de milliers de grévistes de la faim. Cette attitude doit être considérée comme un soutien à la dictature fasciste d'Erdogan.

Cette attitude encourage le dictateur Erdogan, qui a créé sa propre vision de la démocratie, à étendre de plus en plus son pouvoir sanglant.

L'isolement total est une torture et un traitement inhumain. L'article 3 de la Convention européenne des Droits de l'Homme stipule que nul ne peut être soumis à la torture ou à des peines ou traitements inhumains.

Le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) aurait dû agir depuis longtemps.



Le Conseil de l'Europe, les gouvernements européens doivent agir pour la prévention des droits de l'Homme, pour la préservation de la vie de Leyla Güven et d'autres grévistes de la faim et pour faire pression sur l'État turc afin de mettre fin à l'isolement de M. Öcalan.

Le Conseil de l'Europe et les gouvernements européens doivent s'engager fermement auprès du gouvernement turc en faveur de la liberté de la presse, de l'Etat de droit et contre la torture en Turquie.

Nous ne voulons pas seulement entendre de belles paroles, nous voulons voir des actes. Tant que le dictateur Erdogan continuera de recevoir un soutien politique, que les livraisons d'armes à la Turquie se poursuivront, que les relations économiques se poursuivront, l'arbitraire et la torture continueront en Turquie.

Ceux/Celles qui aujourd'hui gardent le silence sur cette grève de la faim massive sont complices de la perte de vies humaines.

La demande de Leyla Güven est devenue la demande de millions de personnes. Il faut mettre fin à l'isolement !

Haci Özdemir est en grève de la faim à durée indéterminée contre l'isolement et le fascisme !

Si un prisonnier.e se voit refuser tout contact avec sa famille et ses avocats pendant des années et que la communication avec le monde extérieur est coupée, alors la torture et l'isolement sont un crime contre l'humanité. L'isolement total de l'Etat turc contre le leader du peuple kurde Abdullah Ocalan fait partie des attaques de la dictature d'Erdogan-AKP contre la société. La dictature ne respecte aucune loi ou norme.



La revendication de Leyla Güven et des autres grévistes, c'est-à-dire « la fin de l'isolement contre le leader du peuple kurde M. Abdullah Öcalan » est une revendication sociale et nous concerne tous.

Nous craignons que si le silence continue, il coûtera à plus de vies.

Les organisations comme le CPT, la Commission européenne, les Nations Unies et les Etats européens, qui gardent le silence sur les atrocités fascistes de l'Etat turc ou renforcent la dictature d'Erdogan par leur soutien militaire, économique et politique, sont complices. Le soutien de la dictature fasciste d'Erdogan et de sa terreur d'Etat par l'Allemagne et d'autres pays européens, qui ont déjà connu la persécution et les atrocités du fascisme une fois, est une honte. Nous le condamnons avec la plus grande fermeté !

Après une grève de la faim de 5 jours à Cologne du 1^{er} au 5 avril, notre militant H. Özkan Özdemir poursuit la grève de la faim mais à durée indéterminée à Paris pour protester contre l'isolement et le fascisme ainsi que contre le silence en Europe.

Les revendications de la grève de la faim à durée indéterminée sont :

- Leyla Güven a raison, les exigences de Leyla Güven, de plus de 5000 prisonnier.e.s et des grévistes de la faim de Havel, Strasbourg et d'autres villes doivent être satisfaites !
- Le CPT, la Commission européenne et les Nations Unies doivent prendre des mesures contre les violations des droits de l'Homme et les violations des conventions internationales par l'Etat turc !
- Les Etats européens doivent répondre à la demande des grévistes de la faim et exercer des pressions sur l'Etat turc pour qu'il réponde à cette demande.

AvEG-Kon

Confédération des Immigré.e.s Opprimé.e.s d'Europe